

Délibération n°2013/518
Séance du 11 décembre 2013

TRAM-TRAIN TANGENTIELLE OUEST PHASE 1
ENTRE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET SAINT-CYR-L'ÉCOLE

DECLARATION DE PROJET

Le Conseil du syndicat des transports d'Île-de-France,

VU le code des transports (partie législative), et notamment les articles L. 1241-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.126-1 et R.126-1 à R.126-4 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L. 11-1 et suivants et R. 11-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, et notamment ses article L.123-16 et suivants et R. 123-23 et suivants ;

VU la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Île-de-France ;

VU le Contrat de Projets Etat Région 2007-2013 d'Île-de-France signé le 23 mars 2007 ;

VU le Contrat Particulier Région-Département des Yvelines ;

VU le Dossier d'Enquête d'Utilité Publique relatif au projet de tram-train Tangentielle Ouest Phase 1 et notamment, son étude d'impact, et les dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Saint-Germain-en-Laye, Bailly, Saint-Cyr-l'École et Versailles ;

VU l'avis délibéré du 24 avril 2013 du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) ;

VU l'arrêté préfectoral publié du 21 mai 2013 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique nécessaire à la réalisation du projet de tram-train Tangentielle Ouest Phase 1, à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Saint-Germain-en-Laye, Bailly, Saint-Cyr-l'École et Versailles, au défrichement du jeudi 13 juin 2013 au vendredi 12 juillet 2013 inclus ;

VU le rapport, avis et conclusions de la commission d'enquête du 30 août 2013 remis à la préfecture des Yvelines ;

VU le rapport n°2013/518 ;

VU les avis de la Commission de la démocratisation du 05 décembre 2013 et de la Commission des investissements et du suivi du contrat de projets du 06 décembre 2013 ;

CONSIDERANT les éléments suivants :

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20131211-2013-518-DE
Date de télétransmission : 16/12/2013
Date de réception préfecture : 16/12/2013

L'opération soumise à enquête publique concerne la réalisation d'une ligne de tram-train Tangentielle Ouest entre Saint-Cyr RER et Saint-Germain RER via la Grande Ceinture Ouest (Noisy-le-Roi - Saint-Germain GC). Le tracé comporte 11 stations dont 3 sont en correspondance directe avec des modes lourds (lignes RER à Saint-Germain-en-Laye et Saint-Cyr-l'École et Transilien à Saint-Nom-la-Bretèche et Saint-Cyr-l'École). Des mesures conservatoires sont prises pour créer une douzième station au droit de l'Allée Royale de Villepreux.

Il présente une longueur d'environ 18,8 km, dont 14,5 km sur les emprises de la Grande Ceinture et 4,3 km en voies nouvelles de tramway (antenne de Saint Germain et virgule de Saint Cyr). Au total, 7 communes traversées par le projet : Saint-Germain-en-Laye, Mareil-Marly, l'Etang-la-Ville, Noisy-le-Roi, Bailly, Saint-Cyr-l'École et Versailles.

Le projet TGO a pour objectifs de :

- Favoriser le développement des transports en commun pour satisfaire et fluidifier les échanges locaux ;
- Améliorer le maillage du réseau de transports en commun ;
- Faciliter les déplacements vers les pôles d'activités.

CONSIDERANT que la commission d'enquête à l'unanimité de ses membres émet un AVIS FAVORABLE à la déclaration d'utilité (DUP) nécessaire à la réalisation du projet du tram-train entre Saint-Cyr RER et Saint-Germain RER sur le territoire des communes de Saint-Germain-en-Laye, Mareil-Marly, l'Etang-la-Ville, Noisy-le-Roi, Bailly, Saint-Cyr-l'École et Versailles avec les neuf RECOMMANDATIONS suivantes :

RECOMMANDATION 1 : Le Maître d'ouvrage coordinateur devrait procéder à la saisine du Préfet de Région, conformément à l'article 523-12 du patrimoine, pour obtenir les autorisations requises au titre de l'archéologie préventive.

RECOMMANDATION 2 : Le Maître d'ouvrage est invité à examiner la situation de l'appartement de Monsieur Labede dans l'immeuble au 175 rue du Président Roosevelt à Saint-Germain-en-Laye qui serait à 5 mètres de la ligne.

RECOMMANDATION 3 : Une attention particulière devrait être apportée à la continuité de la piste cyclable sur l'avenue Kennedy à Saint-Germain-en-Laye, devant le Camp des Loges, lors de l'étude de l'avant-projet.

RECOMMANDATION 4 : Dans le PLU de Noisy-le-Roi, une emprise de la voie de contournement des véhicules a été réservée par le sud du stade intercommunal de Bailly et Noisy-le-Roi. Nous recommandons que cette voie ne passe pas au travers du stade, comme cela semble être projeté.

Un chemin piétonnier pourrait être créé sur une emprise RFF au sud de la voie ferrée entre le PN 4 et la gare de Noisy-le-Roi. La commission serait favorable à la cession à la Commune de Noisy-le-Roi du délaissé pour son aménagement.

RECOMMANDATION 5 : Le chemin de terre entre le 108 et le 110 de la rue du Dr Vaillant à Saint-Cyr-l'École doit servir d'accès aux bus et autres véhicules. La commission recommande que la demande de protection du conseil syndical de la Closeraie de Gally soit étudiée lors de l'avant-projet.

RECOMMANDATION 6 : Nous recommandons que le centre et l'atelier de maintenance fassent l'objet d'une demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

RECOMMANDATION 7 : Compte-tenu de l'inquiétude de la population, la commission recommande que soient reprises les études sur toute la ligne, pour évaluer le trafic actuel et après réalisation du TGO et d'effectuer pour toute habitation située à moins de 25 m de la voie des mesures permettant de décider de la construction (ou du rehaussement) d'un mur anti- bruit et cela pendant des périodes de 24 heures.

RECOMMANDATION 8 : Une attention particulière devrait être apportée à l'abaissement des voies ferrées au-dessus de l'ovoïde de l'aqueduc de l'Avre.

RECOMMANDATION 9 : Pour répondre aux nombreuses demandes des élus et de la population, il conviendrait que des informations sur le calendrier envisagé des futurs prolongements de la phase 1 du TGO soient données par les Maîtres d'ouvrage et portées à la connaissance du public.

CONSIDERANT que la commission d'enquête à l'unanimité de ses membres émet un AVIS FAVORABLE à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) :

- de la commune de Bailly,
- de la commune de Saint-Germain-en-Laye,
- de la commune de Saint-Cyr-l'École,
- de la commune et Versailles,

selon les modalités décrites dans le dossier mis à l'enquête publique avec la RECOMMANDATION suivante :

RECOMMANDATION : La Commission d'enquête demande que les remarques de la ville de Versailles soient prises en compte :

- 1) Respecter les emprises actuellement non exploitées de la GC ;
- 2) Respecter les limites de la zone UM du PLU. La mise en œuvre de l'abaissement du profil sous la RD10 devra se réaliser en préservation des lieux sans impacter l'entrée de la ville ;
- 3) Respecter la démarche de compensation évoquée le 22 avril 2013 (examen conjoint) soit menée à son terme ;
- 4) Demande l'optimisation du SMR (emprise de 5 Ha) ;
- 5) Demande la prise en compte des servitudes d'utilité publique concernant la protection des sites et monuments historiques (la commune ne supportera aucun frais relatifs à d'éventuelles études complémentaires au projet de la TGO).

CONSIDERANT que la Commission d'enquête a émis un AVIS FAVORABLE au défrichement nécessaire à la réalisation de la phase 1 de la TGO avec la RESERVE suivante :

RESERVE : Avant tout début de travaux de défrichement, un accord pour la compensation forestière soit conclu entre les Maîtres d'ouvrage et l'Etat.

CONSIDERANT que la prise en compte des recommandations exprimées par la commission d'enquête n'est pas de nature à modifier substantiellement l'économie générale du projet ;

CONSIDERANT que la levée de la réserve exprimée par la commission d'enquête n'est pas de nature à modifier substantiellement l'économie générale du projet ;

CONSIDERANT, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet de la Tangentielle Ouest présente un intérêt général ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : de répondre aux recommandations de la commission d'enquête sur le projet de la Tangentielle Ouest phase 1 par les engagements suivants :

- Pour la recommandation n°1 :

Le STIF, maître d'ouvrage coordinateur a saisi les services de la préfecture de la région Ile-de-France par courrier le **5 décembre 2012** (en application de l'article R123-4 – saisine obligatoire). Compte-tenu de la recommandation de la Commission d'enquête, les Maîtres d'ouvrage **ont saisi de nouveau les services de la préfecture de région** concernant l'archéologie préventive par courrier en date du **30 septembre 2013**.

- Pour la recommandation n°2 :

Selon les études acoustiques réalisées, sur l'ensemble de la Grande Ceinture Ouest, la mise en service d'un matériel de type tram-train **ne générera aucune augmentation significative du niveau sonore** (à l'horizon des deux phases).

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent lors de la **mise en service de la ligne TGO** à évaluer à nouveau les **niveaux sonores** le long du tracé. Si les niveaux sonores évalués à la mise en service sont supérieurs aux niveaux réglementaires, des mesures de protection contre le bruit seront alors mises en place (murs antibruit ou protections acoustiques en façade).

- Pour la recommandation n°3 :

Dans le **cadre des études d'Avant-Projet (AVP)** engagées fin 2013, **le profil en travers de l'avenue sera retravaillé de manière très détaillée** pour trouver une solution d'insertion d'une piste ou d'une bande cyclable le long de la plateforme du tram-train.

Une piste d'optimisation possible serait la réduction de la largeur des trottoirs à 2,10 m en section courante et à 1,50 m au droit des traversées piétonnes.

- Pour la recommandation n°4 :

La **traversée** par le stade intercommunal de Bailly et Noisy-le-Roi **sera supprimée**. Cette problématique sera étudiée dans son ensemble en Avant-Projet afin d'analyser les fonctionnalités impactées par le projet et les restitutions envisagées.

La condition de vente de l'emprise nécessaire à la réalisation de ce chemin piéton fera l'objet **de discussions entre la commune, RFF et SNCF**.

- Pour la recommandation n°5 :

Les MOA étudieront cette demande **en lien étroit avec le gestionnaire de voirie** d'accès à la station de Saint-Cyr ZAC et les riverains concernés.

- Pour la recommandation n°6 :

Le MOA, SNCF, confirme que le centre de maintenance **fera l'objet d'une demande d'autorisation** au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

- Pour la recommandation n°7 :

L'étude acoustique conclut que **l'ensemble des niveaux sonores, après réalisation du projet, est inférieur à 63 dB(A)** ce qui correspond au niveau le plus bas nécessitant des protections.

Les MOA s'engagent **lors de la mise en service de la ligne TGO à mesurer les niveaux sonores le long du tracé**. Si les niveaux sonores évalués à la mise en service sont supérieurs aux niveaux réglementaires, des mesures de protection contre le bruit seront alors mises en place (murs antibruit ou protections acoustiques en façade).

- Pour la recommandation n°8 :

Le MOA RFF confirme que dans le cadre des études d'Avant-Projet, une attention particulière sera apportée sur les aménagements ferroviaires prévus au droit du passage à niveau n°1 ainsi que sur les impacts sur la RD7 et sur l'aqueduc de l'Avre.

Une **procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau** sera menée ultérieurement sur la **base des études plus détaillées**.

- Pour la recommandation n°9 :

La **maîtrise d'ouvrage s'engage à communiquer**, de façon régulière, envers le public et les élus, sur les résultats des études menées et les décisions qui seront prises quant aux prolongements à venir, et ce par la diffusion **d'outils d'informations** et par des **rencontres régulières** avec les acteurs du territoire.

ARTICLE 2 : De répondre à la recommandation du rapport de la commission d'enquête sur le traitement de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Versailles par les engagements suivants :

- 1) En l'absence de toutes contraintes restantes à l'issue des différentes études et travaux, les emprises de la GC sur le périmètre de RFF seront **respectées**.
- 2) Les MOA s'engagent à ce que les limites du projet **respectent bien les limites de la zone UM** telles qu'elles figurent dans la mise en compatibilité du PLU de Versailles.

RFF confirme qu'une attention particulière sera apportée aux impacts sur l'entrée de la ville.

- 3) Les Espaces Boisés Classés (EBC) sont des outils d'urbanisme sans obligation légale de compensation s'ils ne relèvent pas du code forestier.

Le MOA STIF s'est engagé à apporter une attention particulière à l'intégration paysagère et environnementale des voies de la virgule de Saint-Cyr. **La trame verte sera ainsi préservée** et l'actuelle prairie se verra plus arborée.

Une démarche de **compensation environnementale** est menée par le MOA STIF au titre de la compensation du **défrichement** pour les bois qui relèvent du régime forestier. A titre exceptionnel, pour la partie boisée de la Ville de Versailles impactée par la virgule de Saint Cyr, qui ne relève pas du régime forestier, une mesure complémentaire de compensation sera recherchée dans le cadre de la compensation mise en œuvre pour les espaces boisés relevant du Code forestier.

- 4) Conduite des études par SNCF de manière à garantir toutes les fonctionnalités nécessaires à l'exploitation de la ligne, tout en **optimisant le plus possible l'occupation du site** dans le double objectif d'intégration paysagère et de maîtrise des coûts.

- 5) Les **servitudes d'utilité publique** concernant la protection des sites et monuments historiques protégés seront **prises en compte par les MOA** dans leur périmètre respectif de compétence.

ARTICLE 3 : de lever la réserve exprimée par la commission d'enquête par l'engagement du STIF à travailler en lien étroit avec l'ONF et la DRIAAF afin de déterminer les mesures de compensation adéquates. Elles seront précisées en phase Avant Projet.

Le STIF s'engage à trouver un accord avec les services de l'Etat sur la compensation forestière avant tout début de travaux de défrichement.

Dans ce cadre, le STIF a entrepris des recherches actives de terrains éligibles à la compensation :

- Il a participé en septembre 2012 et septembre 2013 à deux ventes aux enchères successives pour une parcelle boisée en bordure de la forêt domaniale de Marly ;
- Il a missionné en avril 2013 CDC Biodiversité pour la recherche de terrains éligibles à la compensation, en particulier dans les Yvelines.

Suite aux derniers échanges avec les services de l'Etat, deux sites éligibles à la compensation ont été identifiés en octobre 2013. Le STIF a engagé les négociations avec les propriétaires concernés.

ARTICLE 4 : de confirmer l'intérêt général du projet ;

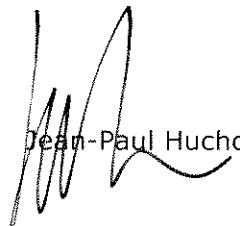
ARTICLE 5 : dès lors que le projet sera déclaré d'utilité publique, d'autoriser le recours à l'expropriation en cas de refus d'une cession à l'amiable des terrains nécessaires au projet. La directrice générale est autorisée à :

- mener la procédure d'expropriation au nom du STIF ;
- solliciter le Préfet de prescrire une enquête préalable à la cessibilité des immeubles dont l'acquisition est souhaitée.

ARTICLE 6 : d'autoriser la directrice générale à prendre tout acte permettant la concrétisation du projet ;

ARTICLE 7 : de charger la directrice générale de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Île-de-France.

Le président du Conseil
du syndicat des transports d'Île-de-France



Jean-Paul Huchon